

26 décembre 1991 :

«L'homme est fait pour être debout»

(Publicité)

J'avais longuement hésité avant de me livrer à l'écriture de ce texte de crainte de paraître subjectif et de tomber dans le piège du nombrilisme auquel l'acteur et le témoin de l'Histoire immédiate que je fus pouvaient risquer de se laisser entraîner.

Je ne me suis finalement résolu à sacrifier à l'exercice qu'en mesurant combien mon témoignage pouvait, par sa valeur pédagogique, et mieux qu'une thèse politique, prétendument savante, servir à éclairer à la fois l'historien, le chercheur et l'opinion des jeunes de moins de trente ans, en leur fournissant des matériaux bruts sur des événements dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils furent gros de drames aux conséquences désastreuses pour leur vie, même s'ils ne les avaient pas directement subi et que la mémoire collective a engrangés, à jamais, parfois en les refoulant, avec leur écheveau de facettes, certaines apparemment lisibles et d'autres d'une opacité désarmante.

Lorsque j'avais décidé, après moult atermoiements, de rejoindre les rangs du FLN pour y militer, en compagnie de plusieurs intellectuels et journalistes qui avaient voulu défier l'article 120 et le vider de sa substance ségrégationniste et excommunicatrice, au plus fort de la période d'étiage du «soutien critique», ma conviction de base était que l'Algérie avait besoin, tout en sachant les limites de la réelle autonomie d'une telle «religion», d'être gouvernée par ses élites, selon les canons et les normes idéologiques et politiques que j'avais appris à pratiquer, avec bien d'autres militants de ma génération, lorsque je m'étais frotté, d'abord, à l'adolescence, à la rugosité du combat national, ensuite, au lendemain de l'indépendance, aux exigences éthiques de l'engagement au sein des organisations syndicales, estudiantines et ouvrières.

Et malgré le retentissant échec du socialisme, dans sa version autogestionnaire puis dans sa version étatiste, à la défense desquelles je m'étais voué avec un égal entrain, mais, il faut le

dire, sans grande illusion, connaissant les conditions hétérodoxes dans lesquelles l'expérience fut menée successivement en 1963 et en 1972, je m'étais, à défaut d'autres ressources plus crédibles, rangé à l'idée que le FLN dont l'unicité était attaquée de toutes parts, y compris par ses anciens parrains qui travaillaient à sa scission – déjà ! – demeurerait, selon les données du moment et dans la posture médiane vers laquelle il commençait à tendre, le cadre le moins aléatoire pour porter l'aspiration populaire à un projet de société national, juste et progressiste sous des formes rénovées et avec un programme en rupture avec l'esprit rentier et bureaucratique qui était, jusque-là, sa marque distinctive.

En m'introduisant, plus avant, dans son cadre organique et en m'associant aux débats qui le secouaient de plus en plus fortement, de la base au sommet, en vérité plus à la base qu'au sommet, encore très hermétique, plus brejnévien que gorbatchévien, je me rendis compte que de nombreux actants «éclairés», situés à des échelons de responsabilité intermédiaires, partageaient cette volonté de faire du FLN un grand parti nationaliste populaire, profondément réformé, qui, tout en mettant de la distance avec son obstination «légitimiste» que lui contestaient ses adversaires et ses critiques, n'en poursuivrait pas moins une politique en phase avec les principes novembristes, adossée à une ligne qui brasserait un large spectre social regroupant, dans une alliance librement consentie, les classes populaires et les classes moyennes pressées de se libérer du carcan autocratique du pouvoir d'Etat ; une ligne qui a, du reste, assuré la longévité des partis dirigeants de plusieurs pays démocratiques de l'hémisphère Sud tels que l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Sud, l'Indonésie...

Et de fait, les événements qui suivirent, Printemps berbère, émeutes de Constantine, crise économique provoquée par l'endettement, la chute des prix du pétrole et de la valeur du dollar, et leur traduction explosive, le 5 Octobre 1988, provoquant la déstabilisation de la direction politique et de la société, soumises à la pression de rapports de force devenus incontrôlables,

ont, en dépit de la mauvaise presse qu'ils lui ont collée, conforté l'inéluctabilité de l'évolution du parti vers cette perspective.

La gageure paraissait insurmontable en raison du poids du passé, de l'immobilisme, de l'affairisme et des réflexes grégaires de certaines de ses coteries et composantes, à la conscience politique bornée, guidée par la seule boussole du clientélisme prébendier, clanique, régionaliste et dynastique. Mais le jeu en valait la chandelle.

Et c'est, ainsi, que nous nous sommes retrouvés, dans un certain nombre de mouhafadas, à revendiquer haut et fort des réformes qui, à notre sens, devaient s'apparenter, non pas à un replâtrage de façade mais à un véritable remède de cheval et conduire, à terme, et, par voie de conséquence, à l'indépendance du parti par rapport à ses attaches tutélaires.

La révision de la Constitution en 1989 et le train de réformes menés, à la hussarde, par le gouvernement Hamrouche qui aurait pu, soit dit en passant, faire l'économie de l'esprit du fameux «ça passe ou ça casse» ou du volontarisme théâtral des «mortellement patriotes», répondaient vraisemblablement, en partie, à cette préoccupation, en partie seulement, car il faut l'avouer, autant les prémices de leur exposé des motifs étaient sensées et, pour l'époque, audacieuses, autant elles n'arrivaient pas à trouver les moyens et les exutoires pratiques pour faire refluer la crise et toucher les cibles visées, poussées à composer et à rechercher des compromis qui les ont, enfin de compte, déviées de leur trajectoire initiale.

De toute manière, il était trop tard pour espérer en tirer quoi que ce soit, et il ne servait plus à rien de poser des cautères sur des jambes de bois, dans une économie à genoux, obérée par les dettes, désarmée de son secteur public démantelé et mis à mort par la restructuration imposée à marches forcées par le gouvernement Brahimi. Le licenciement de centaines de milliers de travailleurs et la destruction de l'outil de travail préparaient, dans les souterrains de la société réelle rabotée par la crise, le lit du vote-sanction que personne, dans les arcanes d'un pouvoir gagné

Par Badr'eddine Mili(*)



par la béatitude, ne voulait voir venir, mais que les chancelleries étrangères commençaient à envisager, comme carte à jouer, au moment où François Mitterrand qui pensait tenir, enfin, sa revanche sur l'Histoire fourbissait dans les coulisses du FMI, des Clubs de Paris et de Londres les armes de la pression politique et économique.

Le passage de l'Algérie sous les fourches caudines des institutions de Bretton Woods, avec le rééchelonnement, l'Infitah, c'est-à-dire l'ouverture de l'économie au bazar et son succédané, la démocratie au rabais, celle réservée aux pays du tiers-monde, restaient les seules voies autorisées pour assurer, tout juste pour quelques mois, le pain au peuple et faire patienter des créanciers prêts à tout, entendez : prêts à s'accaparer, pour «de la tripette», du pétrole que, plus tard, un chef de gouvernement proposait – déjà – de brader.

Il est vrai que, sur le plan politique, le courant dit des «réformateurs» était présent et actif, en particulier au niveau des mouhafadate du Centre mais il n'arrivait pas à décoller, parce que le parti était traversé encore par une mosaïque de sensibilités disparates dont certaines, entristées, émargeaient en agents doubles pour le compte de partis de l'opposition, les uns activant ouvertement, d'autres dans une semi-clandestinité, alors même que les nouvelles lois, instaurant le multipartisme, étaient entrées en vigueur.

Publicité

VISION SYSTEM PLUS
LE LEADER
Video Surveillance Alarme & Sécurité
★★★★★

DEVIS
ETUDE
REPARATION
INSTALLATION

CETTE PROPRIÉTÉ
EST PROTÉGÉE
PAR
DES CAMÉRAS
DE SURVEILLANCE

Venez Visiter Notre Show Room
Coopérative Ennahde, villa N°16, Bir Mourad Rais, Alger
Tel : 021.58.45.26 Fax : 021.54.29.67 Mob : 0770.42.74.49 / 0770.26.39.20
Web : www.vspalgerie.com E-mail : contact@vspalgerie.com

**Société privée spécialisée dans la production
et la distribution d'intrants agricoles**

Recrute

Un ingénieur en chimie

Lieu de travail : Mostaganem

Profil du candidat :

- Titulaire d'un bac+5 en chimie, avec une expérience requise dans les analyses d'éléments minéraux
- De sexe masculin
- Apte au travail en milieu industriel
- Libre de suite

Poste à pourvoir :

- 1 - Responsable laboratoire

Envoyez votre candidature :

**CV et lettre de motivation manuscrite par email à :
drh.personnel@gmail.com**